

## **Samedi 10 décembre à Besançon,**

à l'occasion de la journée internationale des droits humains,

toutes et tous ensemble **nous marcherons** de l'Esplanade des Droits de l'Homme jusqu'à Chaudanne, puis vers la Citadelle, pour dire haut et fort que

- **les Migrants et Réfugiés doivent être accueillis dignement** dans notre ville, notre département, notre région,

- ils ne doivent plus être contraints de dormir à la rue,

- leurs droits à être protégés, nourris, logés, soignés, et leurs enfants scolarisés, doivent être respectés.

Nous, citoyen-es et associations, syndicats, organisations, regroupés dans le

### **Collectif Solidarité Migrants-Réfugiés,**

nous voulons, par notre effort collectif de rand'honneurs, signifier aux autorités de ce pays que nous n'acceptons pas le sort indigne qui est fait ici aux enfants, aux femmes, aux hommes venus demander asile et protection à l'État français, après avoir fui guerres et persécutions de toutes natures.

Depuis plusieurs mois, des familles étrangères, demandeuses d'asile, avec des enfants en bas âge, parfois des personnes malades, sont contraintes de survivre dans un campement de fortune à Chamars parce que le Préfet leur refuse les droits auxquels ils doivent avoir accès en tant que demandeurs d'asile, interdisant ainsi que les services sociaux dont c'est le rôle, les CADA, les prennent en charge en leur assurant abri et protection.

Encore ces quelques tentes posées au ras de la chaussée ne sont-elles que la face criante d'une situation un peu moins visible ailleurs, avec des personnes qui s'abritent sous certains ponts, dans des voitures, à la gare... dans des conditions dégradantes.

La loi fait pourtant obligation à l'État et à ses services dédiés de prendre en charge les Demandeurs d'asile pendant toute la procédure d'instruction de leur dossier : hébergement et repas, suivi social, médical, juridique, scolaire, alphabétisation des adultes...

Le Collectif Solidarité Migrants-Réfugiés n'a cessé d'alerter les services de la Préfecture sur l'extrême précarité dans laquelle ces familles sont délibérément maintenues : ni toit, ni repas réguliers, ni assistance médicale. Tout au plus certaines d'entre elles ont été mises à l'abri dans des hôtels, mais sans suivi social.

De nombreuses autres restent livrées à elles-mêmes et, sans la solidarité citoyenne qui leur apporte chaleur humaine, vêtements, matériel de campement, possibilité de se laver et de laver leur linge, repas chauds, etc, elles se trouveraient dans un véritable état d'abandon sur le pavé bisontin.

Etat et collectivités locales se sont beaucoup exprimés sur "l'accueil" des migrants de Calais dans les CAO aménagés dans l'urgence pour l'occasion. Mais si ces personnes-là ont un toit sur la tête, cela suffit-il à assurer tous leurs besoins élémentaires, comme par exemple l'apprentissage de la langue française et l'établissement de liens sociaux avec la population ?

Avec toutes celles et tous ceux qui partagent notre indignation devant l'inertie des pouvoirs publics face aux besoins élémentaires de personnes qui ont dû tout quitter pour sauver leurs vies, nous voulons marcher pour qu'un ACCUEIL DIGNE soit assuré A TOUS LES migrants par :

- l'ouverture de places dans les CADA, avec les moyens en personnels compétents nécessaires

- le respect de tous les droits attachés à la personne humaine : prise en charge sans délai, arrêt des tergiversations administratives, couverture de tous les besoins vitaux.

### Programme :

- 10h30 : rendez-vous à l'Esplanade des Droits de l'Homme, point de départ de la Marche

- à midi, pique-nique tiré du sac devant le fort de Chaudanne

- 2ème étape de la rando vers la Citadelle (où, à partir de 14h auront lieu les prises de parole et une animation musicale).